



PANSER LA VULNÉRABILITÉ DANS LES ZONES EN CRISE AU CAMEROUN

Synthèse du Rapport d'étude sur : *La vulnérabilité
dans les zones touchées par le conflit au Cameroun*

PANSER LA VULNÉRABILITÉ DANS LES ZONES EN CRISE AU CAMEROUN

**Synthèse du Rapport d'étude sur :
*La vulnérabilité dans les zones touchées
par le conflit au Cameroun***

Par Edouard Epiphane YOGO

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union Européenne. Son contenu relève de la responsabilité exclusive de la Friedrich Ebert Stiftung Cameroun et ne reflète pas nécessairement les vues de l'Union Européenne.

@ Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), Union Européenne 2021.

Tel. 00 237 222 21 52 92 – 678 26 45 78 – 985 13 46 85

B.P. 11 939 Yaoundé

email : info@fes-kamerun.org

Site : www.fes-kamerun.org

Tout usage à but commercial des publications, brochures ou autres imprimés de la Friedrich Ebert Stiftung est formellement interdit à moins d'une autorisation écrite délivrée préalablement par la Friedrich Ebert Stiftung.

La présente publication n'est pas destinée à la vente.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.

Réalisation éditoriale : **Presses Universitaires d'Afrique, 2021**

www.aes-pua.com

Courriel : contact@aes-pua.com

ISBN : 978-9956-532-22-3

SOMMAIRE

Sigles et abréviations.....	4
Résumé exécutif.....	5
Introduction de l'étude synthétique.....	8
Première partie :	
Le portrait de la vulnérabilité dans les zones en crise au Cameroun.....	12
Chapitre 1 : Les sentiers erratiques de la vulnérabilité	12
Conclusion du chapitre1.....	18
Chapitre 2 : Les logiques explicatives des trajectoires intermittentes de la vulnérabilité en contexte de crise.....	19
Conclusion du chapitre 2	24
Deuxième partie :	
Perspectives stratégiques et recommandations.....	25
Chapitre 3 : Regards sur l'avenir et le devenir de la vulnérabilité	25
Conclusion du chapitre 3.....	32
Chapitre 4 : Recommandations	33
Conclusion du chapitre 4.....	40
Conclusion générale	41
Bibliographie	44

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

NOSO : Nord-Ouest et Sud-Ouest

VBG : Violences Basées sur le Genre

CICR : Comité International de la Croix-Rouge

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PAT : Plan d'Action Territorial

DIH : Droit International Humanitaire

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

AGR : Activités Génératrices de Revenus

FDS : Forces de Défense et de Sécurité

AFD : Agence Française de Développement

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La vulnérabilité des populations dans les zones en crise au Cameroun s'exprime de manière différente pour trois principales raisons. D'abord, il y a la différence des contextes. Alors que celui-ci est d'ordre explosif à l'Extrême-nord, dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest (NOSO), on assiste plutôt à l'ancrage d'une situation implosive. En effet les crises n'ont pas émergé de la même manière. La proximité pour les acteurs du désordre de recruter, d'enrôler, de menacer, de frapper ; bref, de parasiter n'est pas la même au sein des populations de ces trois régions. De plus, les motifs de leur ancrage territorial ne sont pas les mêmes. Le sentiment d'exclusion semble être partagé pour diverses raisons. L'abandon ou l'absence de l'État est exprimé à l'Extrême-nord et l'absence de devoir de mémoire caractérisé des pouvoirs publics, mobilisé comme justificatif dans le NOSO. Cela explique cette intermittence dans le niveau de réception des conflits.

Ensuite, la périodicité des attaques n'est pas la même. À l'Extrême-nord Cameroun elles sont sporadiques tandis que dans le NOSO, les attaques sont permanentes voire quotidiennes. Dans les deux cas, l'autre différence est que dans le NOSO, ces attaques s'opèrent à la fois dans les villes et dans les villages situés aux périphéries. À l'Extrême-nord, ce sont principalement les localités périphériques qui sont le plus touchées. Cela s'explique par le niveau de réponses et les dispositifs déjà mobilisés à l'heure actuelle qui ont un impact direct sur les niveaux de sécurité.

Enfin, le dernier élément concerne les niveaux de sécurité et de sécurisation. À l'Extrême-nord Cameroun, la réponse de l'État est suffisamment avancée. On est au-delà du stade antiterroriste qui bat encore son plein dans le NOSO. Contrairement au NOSO, le paramètre militaire est noyé dans la floraison d'acteurs agissants sur le théâtre des opérations. Le gouvernement, la société civile, les agences du système des Nations-Unies et les autres acteurs du développement sont tous à pied d'œuvre. La question de la stabilisation y est persistante. Le regard est tourné vers le retour de la normalité.

Ces logiques explicatives qui sont fonction des sentiers erratiques de la vulnérabilité décryptés dans ce rapport ont permis d'avoir un regard vers l'avenir et le devenir de la vulnérabilité en termes de perspectives stratégiques et de recommandations. Pour endiguer la fragilité des enfants et des personnes âgées à l'Extrême-nord et au NOSO, l'analyse a suggéré que le Cameroun intègre les standards internationaux relatifs à la protection des enfants en contexte de conflit. Il s'agit de prendre en compte les six catégories de violations graves commises envers les enfants sur le théâtre des opérations. Il a également été proposé que le Cameroun active sa mémoire juridique en opérationnalisant l'ensemble des résolutions du Conseil de Sécurité adoptées dans le cadre du sort des enfants en situation de conflits armés. Il s'agit principalement des résolutions 1539 (2004) et 1612 (2005). À propos de la vulnérabilité des enfants, de la fille et de la femme, la garantie de leur autonomisation, la prévention des violences basées sur le genre, leur inclusion par le biais d'un appui dans les microprojets individuels et collectifs; mais aussi, la promotion de messages essentiels, la formation au dialogue et la promotion des activités génératrices de revenus sont autant d'initiatives prioritaires à mettre sur pied pour contenir leur fragilité. Pour contenir la vulnérabilité des autres catégories de personnes vulnérables, nous avons proposé un Plan National de Protection des Populations.

À titre de formulation des recommandations, trois acteurs essentiels ont semblé pertinents pour initier un changement dans la gestion de la vulnérabilité des populations au Cameroun. Il s'agit des autorités administratives, traditionnelles et religieuses, des forces de défense et de sécurité et de la société civile dans son sens le plus large.

Ainsi a-t-il été recommandé aux autorités administratives, traditionnelles et religieuses de :

- garantir une meilleure qualité infrastructurale et la régularité de tous les services sociaux de base;
- reconstruire les infrastructures sociales détruites pendant le conflit (écoles, hôpitaux, centres de santé, marchés, etc.);

- revitaliser les économies locales dans les trois régions ;
- promouvoir la cohésion sociale et le renforcement des capacités sur les questions de citoyenneté, de civisme et de vivre-ensemble ;
- renforcer les capacités des représentants locaux et des auxiliaires de l'administration à la gestion participative ;
- promouvoir la cohésion sociale dans ces régions ;
- travailler avec les associations locales, les auxiliaires de l'administration, les représentants locaux, les jeunes et les femmes sur la situation des populations vulnérables dans les trois régions ;
- promouvoir des Cash for work et Food for work ;
- promouvoir des activités culturelles, sportives et ludiques.

Aux forces de défense et de sécurité :

- respecter les droits humains et éviter toute transgression du Droit Humanitaire ;
- comprendre la mécanique opérationnelle de ces acteurs du désordre et mettre en place de véritables stratégies de riposte adaptées à l'asymétrie ;
- comprendre et maîtriser les principes et les pratiques de la contre-insurrection ;
- assurer une capacité d'action dans l'éducation, dans la promotion de la paix, dans l'assistance sanitaire, dans l'assistance électorale que dans d'autres domaines en contexte de conflit ;
- être solidement outillés en matière de droits de l'homme, de sécurité humaine et d'action humanitaire.

À la société civile :

- organiser et structurer un plaidoyer pour améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables.

INTRODUCTION DE L'ÉTUDE SYNTHÉTIQUE

La présente étude soumise à l'analyse est un document de 115 pages qui aborde la question de la vulnérabilité dans les zones touchées par le conflit au Cameroun. Par conflit, on entend la crise qui sévit dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ainsi que la lutte contre Boko Haram à l'Extrême-nord Cameroun. Ces trois régions constituent d'ailleurs le cadre spatial de ce travail. Il s'agit d'analyser la question de la vulnérabilité des populations d'un pays pris dans le double étau de l'implosion dans le NOSO et de l'explosion à l'Extrême-nord. Dans ce travail, les crises humanitaires de ces trois régions auront un impact significatif sur les résultats attendus. Dans le NOSO, la population locale subit des violations des droits de l'homme et des attaques armées ciblant les abris et les écoles et poussant les populations vers une quête de nouveaux habitats de sécurité depuis 2017. De plus, non seulement l'insécurité y règne toujours, mais aussi, l'accès limité aux services sociaux s'accroît. Par ailleurs, le manque de documentation civile et l'ancrage des violences basées sur le genre (VBG) s'ajoutent à la fermeture de certaines écoles. Cette excursion des populations vers la vulnérabilité facilite le recrutement des enfants dans les groupes criminels et terroristes.

Si la logique d'implosion fait remarquer que l'ennemi se constitue à partir du dedans avant de se projeter, l'explosion quant à elle symbolise le contraire. Parce que dans ce cas précis, celui-ci se forme à l'extérieur et vient se projeter dans le pays. C'est cela la distinction de la nature opérationnelle des deux menaces ou crises sévissant dans ces trois espaces. Elle montre bien que ces régions font face à un acteur asymétrique. Celui-ci s'emploie dans l'extrémisme violent pour exister. Et donc, les trajectoires, les répertoires et les dénouements de la crise y permettront d'aboutir conséquemment à des itinéraires erratiques en termes d'endiguement ou de leur traitement. La présente étude montre les causes, les manifestations et les conséquences de la crise sur les populations en mettant en joue leur impact sur leurs modes de vie.

La présente étude a été menée sous l'auspice de la Friedrich Ebert Stiftung (FES) en partenariat avec l'Union Européenne. Pour y parvenir, il a d'abord fallu comprendre le contexte dans lequel devrait se faire l'analyse de la vulnérabilité en question. Aussi, fallait-il identifier les objectifs et les résultats stratégiques attendus et déterminer le périmètre de l'analyse de la vulnérabilité. Il en est ressorti que la vulnérabilité concernée est d'ordre social. D'où la nécessité de la clarifier préalablement pour comprendre son sens profond tel qu'employé dans l'étude. C'est ce qui permettra de répondre avec pertinence aux besoins réels suscités par cette condition de vulnérable par le biais de programmes, projets et politiques spécifiques.

Cadre conceptuel

La vulnérabilité s'apparente à la fragilité. Elle peut être sociale, économique, politique ou encore structurelle. Elle est causée par un fait qui amenuise la capacité d'action et de réaction d'un individu, d'un groupe d'individus ou même d'une communauté. Définir la personne vulnérable n'est pas une sinécure car cela doit prendre en compte l'environnement autour de la condition humaine. Cependant, on pourrait l'entendre comme un « ensemble d'individus dont la capacité d'être et agir peut se trouver peu ou prou affectée, à terme plus ou moins lointain, par la manifestation d'un phénomène ou d'un processus (environnemental, politique, économique, social ou sanitaire) déjà repéré et appréhendé comme un facteur limitatif de la pleine expression de la vie humaine¹ ». La vulnérabilité est aussi un concept pertinent dans les études de sécurité. Le concept est largement employé dans les sciences sociales de manière générale et en sécurité en particulier. Si l'on doit procéder à une classification des lectures le concept, il convient de mentionner de prime abord que celui-ci a été utilisé pour faire référence à la situation singulièrement désavantageuse de nombreuses catégories. Il s'agit des enfants, des femmes et des personnes âgées dans des contextes difficiles. Dans ce sillage, il s'agira des jeunes vulnérables comme les enfants soldats (Johannessen & Holgersen, 2014), les orphelins (Baaroy & Webb, 2008), ou encore les enfants de la rue

¹ Calenda, « Les populations vulnérables », Appel à contribution Publié le lundi 23 avril 2012, <https://calenda.org/208171>

(Yogo, 2013) ; (Malindi & Cekiso, 2014). Mais aussi, les jeunes en transition vers l'âge adulte (Berzin, 2010). Cependant, cette catégorie non exhaustive ne saurait suffire. En dehors des enfants et des personnes âgées considérées comme vulnérables, d'autres catégories sont mobilisées. La présente étude associe les ouvriers du monde de l'agriculture, de l'art mais aussi des commerçants. Ce sera le cas avec certains auteurs (Grundty, 2006). Ces derniers s'appuient sur des éléments tels que le revenu (Kreager & Schröder-Butterfill, 2007) le statut socio-économique, les mauvaises relations sociales, le niveau d'autonomie, le niveau de chronicité de la maladie et la mauvaise qualité de vie. Un autre groupe d'auteurs s'intéresse à la femme pour parler de la vulnérabilité (Kellezi & Reicher, 2014). On doit reconnaître que la vulnérabilité, à défaut de trouver une définition consensuelle, demeure un concept fortement contesté ou discuté (Virokannas, Liuski, Kuronen, 2018). Quoiqu'il en soit, dans le présent travail les personnes vulnérables resteront les mêmes.

Cadre méthodologique

Pour produire le travail soumis à notre interprétation, il a fallu collecter des données, les analyser et procéder à leur explication. La collecte des données s'est faite du 1^{er} au 15 mars 2020. Les données administratives ont été privilégiées et, l'approche boule de neige mobilisée pour atteindre un objectif de 791 organisations interrogées dont les organisations de la société civile, du secteur privé et de l'administration publique. Celles-ci ont été les plus représentées avec des parts respectives de 55%, 23% et 14%. Adaptée à la recherche sur des individus ayant des spécificités particulières, l'approche boule de neige a été très utile dans le cadre de ce travail. Elle a consisté à diffuser le questionnaire d'enquête à des personnes ayant les caractéristiques recherchées puis de leur demander de le diffuser à d'autres personnes de profil similaire. A cet effet, le recours à la revue documentaire s'est imposé. Il a permis d'entrer en contact et de scruter diverses sources recueillies auprès de la société civile, du secteur privé et de l'administration centrale des régions concernées. Ainsi, ouvrages et articles scientifiques, mais aussi travaux de vulgarisation, entretiens, focus groups et autres, ont meublé l'activité de collecte des données.

Premièrement, un certain nombre de données avaient déjà été assemblées et parcourues pour élaborer la présente étude. Ils ont constitué le point de départ de la recherche bibliographique. Deuxièmement, une fouille méthodique dans des bases de données a permis de collecter la grande majorité des études sur la vulnérabilité. Les questionnaires ont été fixés dans un espace-temps raisonnable pour tenir compte du niveau d'actualité des informations. Enfin, les bibliographies des données collectées ont été parcourues pour former l'état de la question de la vulnérabilité.

Résultats

De manière succincte, l'étude principale a abouti aux principaux résultats suivants :

- L'intérêt porté à la question est évident au regard du niveau élevé de représentativité des personnes ayant répondu aux questionnaires ;
- La vulnérabilité s'est manifestée par une restriction de la circulation des personnes, des biens et des services, par le dysfonctionnement des services sociaux et de sécurité, par les abus des groupes armés et la perturbation des activités des entreprises ;
- Les principales victimes et personnes vulnérables à cause de ces crises sont : les enfants de moins de 18 ans, les jeunes filles et les femmes, les personnes ayant un handicap moteur et les personnes âgées ;
- Cependant, les effets de ces crises ne sont pas forcément les mêmes pour tout le monde ;
- Les conséquences des conflits ont impacté sensiblement plusieurs domaines de la vie des populations. Les services sociaux, la sécurité et l'économie paient le plus lourd tribut aux conflits, tandis que les ravages du conflit sont plutôt considérables en ce qui concerne les besoins de première nécessité (alimentation, eau potable, énergie, logement, habillement, etc.) et les autres besoins courants (transport, circulation de l'information, télécommunication, pratique religieuse, loisir, etc.).

PREMIÈRE PARTIE : LE PORTRAIT DE LA VULNÉRABILITÉ DANS LES ZONES EN CRISE AU CAMEROUN

CHAPITRE 1 : LES SENTIERS ERRATIQUES DE LA VULNÉRABILITÉ

Dans les trois régions concernées par la présente étude, les manifestations de la vulnérabilité ne se sont pas forcément opérées de la même manière. Des différences de fond, mais aussi de forme permettent de dévoiler une différence remarquable dans leurs modes d'expression (2). Cependant, une lecture préalable sur l'identification des victimes de cette crise s'impose (1) pour mieux déterminer les effets sociaux de ladite vulnérabilité (3).

1. La taxinomie des victimes

Ici, les personnes vulnérables identifiées globalement dans les trois régions sont les enfants, les jeunes filles, les femmes, les personnes âgées, les handicapés moteurs, les personnes déficientes, les ouvriers de l'agriculture, de l'artisanat et les petits commerçants ou travailleurs du monde informel. Il s'agit alors des enfants de moins de 18 ans, des jeunes de 19 à 35 ans au plus. Mais il y a également les personnes vivant d'un handicap moteur, les personnes déficientes, les ouvriers de l'agriculture, les artisans, les commerçants et les travailleurs de l'économie informelle.

Différents rapports des Nations Unies, tant de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés que du Secrétaire général, attirent l'attention de la communauté internationale sur la question des enfants en situation de conflit. Aujourd'hui, on évalue à plus de « 2 millions le nombre d'enfants tués dans des situations de conflit armé ; à

plus de 6 millions les enfants rendus handicapés à vie »². Plus de « 250 000 d'entre eux continuent d'être exploités en tant qu'enfants soldats³ ». Le NOSO et l'Extrême nord participent de cette dynamique en fournissant de nombreux cas d'enfants enrôlés dans divers groupes. Les femmes aussi ne sont pas du reste. Non seulement elles sont victimes de viols et d'abus sexuels de toute sorte comme l'atteste l'actualité du NOSO notamment, mais aussi sont-elles victimes d'autres formes de violence et d'exploitation sexuelle. Les violences faites aux femmes et l'enrôlement des enfants soldats sont des réalités qui se développent dans les crises et conflits contemporains au point de s'ériger en véritables moyens et méthodes de guerre au NOSO et à l'Extrême-nord. Au fond, il s'agit là d'infractions bien définies et réprimées par le Droit International et la jurisprudence.

En abordant la question des personnes vulnérables, c'est l'intérêt porté à la condition humaine qui est mise en exergue. Au fond, les commanditaires de la présente étude s'inscrivent donc dans cette logique d'intérêt pour l'humain. Il faut dire que celle-ci est fortement et amplement promue par les Nations Unies. D'ailleurs, lors d'un communiqué de presse publié le 15 septembre 2017, le CICR annonçait que les « personnes vulnérables prises dans les conflits armés doivent être la priorité des Nations Unies ». Les autres catégories de populations vulnérables le sont en général par rapport à la cessation de leurs activités génératrices de revenus à cause de la crise ou du conflit.

2. Les modes d'expression de la vulnérabilité et la perception de la vulnérabilité par régions

Les enfants sont perçus comme vulnérables à 100% au Nord-ouest, à 99% au Sud-ouest et à 99% à l'Extrême-nord Cameroun. Cette perception quasi harmonisée s'explique par leur exposition à la criminalité dans ces trois régions. Là-bas, les jeunes sont dynamiques en ce qui concerne le NOSO.

2 Patricia Huyghebaert, « Les enfants dans les conflits armés : une analyse à l'aune des notions de vulnérabilité, de pauvreté et de "capabilités" », in Mondes en développement 2009/2 (n° 146), pages 59 à 72.

3 Ibid.

Ils y sont aux avant-postes dans l'infosphère. Ce qui les prédestinent à être les premiers récepteurs des messages de mobilisation de toutes sortes. À l'Extrême-nord Cameroun, la raison n'est pas la même. Leur exposition est principalement enracinée par la pauvreté multiforme qu'ils vivent ou subissent. Dans cette région, seule la jeunesse proche du centre de la région et de ses périphéries directes a un accès relatif aux services de l'État. Cela facilite le développement d'une division profonde de la société entre nantis et non nantis ; les derniers étant plus nombreux et facilement enrôlés dans les différents groupes de criminalité ou de terrorisme qui exploitent ces faiblesses, ces vulnérabilités, pour s'implanter et asseoir leur stratégie de nuisance dans l'État.

Pour la jeune fille et les femmes, la raison serait la même. Sauf qu'il faut ajouter à celle-là, la question de la sous-scolarisation de la fille de la femme et celle de leur faible autonomisation à cause des entraves d'ordre culturel. Au niveau des jeunes plus globalement, on constatera une nette différence par régions. 65% au Nord-ouest, 90% au Sud-ouest et 89% à l'Extrême-nord sont considérés comme vulnérables. Ceci est lié aux considérations historiques ou alors à la différence de trajectoires et de circulation des élites de ces régions dans la gestion de la chose publique. De plus, il convient de mentionner que la participation des enfants à l'effort de rébellion s'invite dans les schémas explicatifs de cette différence.

Plus clairement, les résultats montrent qu'en ce qui concerne les ravages du conflit sur la condition de vie des enfants, on peut les classer de plusieurs manières. Celles-ci peuvent être très fortes, fortes ou considérables, modérées et faibles. Dans cette veine, il ressort de la présente étude qu'il existe manifestement des différences entre le milieu urbain et le milieu rural. Même si le degré ou pourcentage n'est pas le même, la dégradation du conflit sur les conditions de vie est perçue comme très forte dans les trois régions par la majorité des répondants. Le Nord-ouest (60%), le Sud-ouest (58%) et

l'Extrême nord (56%) l'affichent clairement. En termes de ravage du conflit sur les conditions de vie, la tendance reste la même. Et la différence entre milieu urbain et rural ne semble pas si perceptible. La question du confort impacte peu. Elle est insignifiante. Cela s'explique par le fait que ces conflits traversent les frontières nationales, régionales, départementales et mêmes communales. Ce sont des conflits du dedans qui sévissent dans l'État ou alors qui utilisent l'espace étatique comme cadre des opérations. L'ennemi vient vers les populations. Celles-ci n'ayant guère besoin de se rendre sur-le-champ de bataille pour le retrouver. Il s'invite à la fois dans les capitales régionales que dans les périphéries.

Les manifestations du conflit et son impact sur la condition des enfants et de la jeune fille ne relèvent pas de l'utopie. Elles sont connues, perçues et identifiées par les acteurs de la société civile opérant dans ces domaines. 90% de ceux-ci reconnaissent que les conflits ont une ampleur incommensurablement dévastatrice sur les conditions de vie des enfants. Qu'ils s'agissent des agences du système des Nations Unies, des autorités administratives, traditionnelles et religieuses, des partis politiques, du secteur privé et autres secteur stratégique de la société, cela est clairement perceptible dans les trois régions. Ainsi 60% de ces acteurs confirment la très forte dégradation des conditions de vie des garçons à cause du conflit, 26% trouvent que cette dégradation est considérable, 9% la trouvent modérée et 4% la trouvent faible.

Concernant la jeune fille, les répondants déclarent à 58,8% que le conflit aura causé une très forte dégradation de leurs conditions de vie. 27,6% perçoivent que la dégradation de leurs conditions de vie est considérable, 9,9% la disent modérée et 2,7%, la trouvent faible. Pris dans la tranche comprise entre 19 et 35 ans, la très forte dégradation des conditions de vie de ces jeunes est perçue à 51,3%. Elle est considérable pour 27,7%, modérée pour 14,8% et faible pour 5,3% d'entre eux. On observe une légère baisse chez les personnes âgées. Dans leur cas, la très forte dégradation sur les conditions de vie est décriée à 47,5%. Elle est considérable ou forte à 28,7%, modérée à 16,6%

et faible à 5,3%. Entre temps chez les handicapés moteurs, les personnes déficientes, les agriculteurs et artisans ainsi que les commerçants et travailleurs de l'informel, les ravages du conflit sur la très forte dégradation des conditions de vie sont perçus respectivement à 56,8%, 54%, 50,1% et 48,2%. Globalement ladite dégradation des conditions de vie des personnes vulnérables est véritablement marquée dans la région du Nord-ouest par rapport aux deux autres territoires.

3. Les contrecoups sociaux de la vulnérabilité

La vulnérabilité dans les zones touchées par le conflit a eu des effets néfastes sur les populations vulnérables en les affectant directement à six niveaux à savoir :

- Au niveau des services sociaux de base ;
- Au niveau des besoins de première nécessité ;
- Au niveau des autres besoins courants ;
- Au niveau des emplois et activités génératrices de revenus ;
- Au niveau de la sécurité ;
- Au niveau du respect des droits fondamentaux.

Ici, la vulnérabilité frappe les populations vulnérables en amenuisant leur sécurité humaine. La sécurité humaine est la garantie du bien-être des populations. Sans elle, aucune stabilité, aucun développement immatériel n'est possible. Dans le cas d'espèce, elle souffre de l'impact du conflit et de son ampleur.

À 90%, il est reconnu que les populations vulnérables n'ont pas eu accès aux services sociaux de base à cause du conflit sévissant dans leurs régions respectives. En réalité, par services sociaux, il s'agit spécifiquement de la santé, de l'éducation et de l'assainissement. D'ailleurs dans les trois régions les conséquences du conflit dans les services sociaux sont jugées très importantes ou catastrophiques à 66,9%. Plus précisément, à l'Extrême-nord le niveau de perception de cet impact est de 51,0%, tandis qu'au Sud-ouest il est de 71,2% et de 79,2% au Nord-ouest. Cela explique très fortement la pertinence

des besoins en éducation et autres services sociaux généralement exprimés dans les cadres de réflexion portant sur la reconstruction du NOSO. Quant aux besoins de première nécessité, l'Extrême-nord apparaît plus nécessiteuse que les deux autres régions. En effet, l'activité rebelle intense aux périphéries ayant bloqué les accès de ravitaillement de la région à travers les frontières, il devient difficile de s'approvisionner et surtout de réaliser les marchés.

Dans les périphéries de la région, il n'est plus possible d'opérer sereinement car Boko Haram a privatisé certaines routes structurantes et stratégiques pour le commerce sous régional notamment entre le Cameroun, le Nigéria et le Tchad. Les conséquences du conflit sur l'accès aux produits de première nécessité par les personnes vulnérables sont très fortes. Elles relèvent de l'ordre de 56,7%, de 45,5% au Sud-ouest, et de 47,1% au Nord-ouest. Les besoins relatifs au transport, à la circulation de l'information, de la télécommunication, de la pratique religieuse et des loisirs ont des conséquences jugées très importantes par les répondants à hauteur de 37,4%. Un chiffre plutôt globalement encourageant. Pour environ 85% pour des répondants, ces conséquences sur les emplois et les activités génératrices de revenus sont estimées à 57,8% très importantes ou catastrophiques. L'impact sur le niveau de sécurité est jugé être très important ou catastrophique par 58,4% des répondants. Et, à 45% en ce qui concerne le respect des droits fondamentaux en termes de liberté d'expression ou d'association par exemple.

CONCLUSION DU CHAPITRE 1

En définitive, les trajectoires de la vulnérabilité apparaissent effectivement intermittentes dans leurs modes d'expression. Au fond, les réponses obtenues et les données collectées montrent qu'il s'agit globalement de légères différences. Non seulement la taxinomie des victimes est la même pour toutes les régions, mais aussi, les contrecoups sociaux de la vulnérabilité ne changent pas. Cela augure des solutions ou des recommandations qui présenteront des différences non pas de nature, mais de degré. Car, il s'agit avant tout d'une vulnérabilité causée par des conflits quasi similaires de par la nature des acteurs et de leurs modes opératoires parasitiques dans l'État. D'où la nécessité de comprendre les logiques explicatives des chemins discontinus empruntés par les ravages du conflit sur les populations vulnérables.

CHAPITRE 2 : LES LOGIQUES EXPLICATIVES DES TRAJECTOIRES INTERMITTENTES DE LA VULNÉRABILITÉ EN CONTEXTE DE CRISE

Le Cameroun est victime de situations de crise de manière éparse à travers plusieurs régions. Cette condition est exprimée avec des différences de degré dans les trois espaces principalement concernés dans cette étude. Ceux-ci constituent les théâtres confirmés des opérations du désordre, de la guérilla et du terrorisme. C'est qu'il existe des disparités importantes qui l'expliquent. Globalement, la vulnérabilité ne peut être la même à 100% sur l'ensemble des territoires où sévissent les différentes qui sont mises en rapport avec la question de la vulnérabilité des populations dans le présent travail. D'abord parce que le contexte est explosif à l'Extrême-nord et implusif dans le NOSO. Ensuite parce que la régularité des attaques n'est pas la même partout. Et, enfin parce que les niveaux de sécurité et de sécurisation des espaces ne sont pas au même niveau dans les trois régions.

1. Le contexte explosif à l'Extrême-nord et la situation implusive au NOSO

La distinction entre les contextes explosifs et implusifs vise simplement à expliquer la situation originelle de l'avenue des crises au Cameroun. En vérité lorsqu'on parle de contexte explosif, il s'agit de dire que la menace vient de l'extérieur pour s'implanter à l'intérieur du territoire camerounais. C'est un mouvement du dehors vers le dedans.

Cela est en effet l'ordre des choses en ce qui concerne l'insurrection Boko Haram. L'histoire de sa trajectoire au Cameroun le montre à suffisance. En effet, Boko Haram part du Nigéria vers le Cameroun avec un plan stratégique de nuisance transfrontalier bien huilé. Tout commence en juillet 2009 dans le Nord du Nigeria. C'est la rébellion à Maiduguri, la capitale de l'État de Borno, de la secte alors surnommée « Boko Haram » qui plante le décor de la suite des

événements. Secte créée par Mohamed Yusuf, elle sera réprimée dans le pays jusqu'à la mort de ce dernier. Mais cela n'empêchera pas la secte de se déployer au-delà du territoire nigérian. Ainsi le Cameroun et tous les autres pays concernés du bassin du lac Tchad sont entrés dans la danse pour vaincre cette menace.

Venant ainsi de l'extérieur, le groupe s'est livré à une mobilisation et à un enrôlement des adeptes forcés ou volontaires. Il a actionné sa stratégie sur les niveaux de fragilité et de vulnérabilité préexistants dans la région de l'Extrême-nord Cameroun. Parce que la vulnérabilité y était déjà un indicateur spécifique et spécial, Boko Haram y a trouvé un ancrage favorable à sa dissémination et à la privatisation de certaines périphéries lui servant de bases pour ses opérations dedans et dehors.

Concernant le NOSO, le menace naît, se développe et se consolide à l'intérieur et y demeure. Elle ne sort pas des confins territoriaux. Mais elle gagne du terrain dans l'État. Elle conquiert des espaces progressivement. L'ambazonie sécessionniste se raffermi et s'impose désormais comme espace de danger. Cela expliquera pourquoi l'ampleur de la demande des populations vulnérables sera plus massive dans la région du Nord-ouest par exemple. Cela est lié à son haut niveau d'exposition aux affres du conflit car l'ennemi est parmi les populations, mange et vit avec elles. Ce niveau de proximité et ce gîte en même temps, que constitue la population, contribuent à renforcer l'état d'insécurité déjà assez tragique. La principale revendication de ces acteurs est de créer leur propre territoire, de se séparer du Cameroun et d'y constituer leur État. Situé entre le Cameroun à l'Est et le Nigéria à l'Ouest et au Nord, cet État serait donc l'Ambazonie. Il regroupe les régions camerounaises du Sud-Ouest et du Nord-Ouest et couvre une superficie de 43.000 kilomètres carrés qui serait doté de 13 États. Ces États correspondent aux différents départements des régions du NOSO tel que structuré dans la circonscription administrative officielle du Cameroun. Il s'agit de :

- Manyu State, Donga-Manyu State ,
- Lebialem State, Ngo-Ketunjia State,
- Koupe-Manengouba State, Mezam State,

- Fako State, Momo State, Koupé-Manengouba State,
- Meme State, Bui State, Ndian State, Boyo State.

Dans la région, les séparatistes opèrent à fond. Il s'agit d'un ensemble d'acteurs ou de mouvements défendant politiquement et militairement la région. Cela, dans l'optique d'en faire un État indépendant. Pour eux, ce territoire d'environ 6 millions d'habitants soit, près de 20% de la population du Cameroun, doit leur revenir. C'est d'ailleurs pourquoi celui-ci, comme tout État normal, est doté d'un gouvernement constitué des trois pouvoirs à savoir : le législatif, le judiciaire et l'exécutif. Dans le NOSO, la constellation de groupes politico-militaires actifs est la preuve de cet état de désordre et de violence extrême. L'extrémisme violent y est à son paroxysme et déteint sur la cohésion sociale, le vivre-ensemble et le développement des activités et échanges commerciaux.

2. Les attaques sporadiques à l'Extrême-nord et la régularité des attaques dans le NOSO

En ce moment, les attaques à l'Extrême-nord Cameroun s'opèrent essentiellement dans les périphéries ou mieux dans les zones frontalières. Dans le NOSO, l'hinterland est victime des attaques. Cela est une différence fondamentale qui pourrait expliquer les niveaux de sécurité différents dans ces trois régions. Les chiffres du Global Terrorism Index sur le terrorisme dans le monde nous révèlent que les décès dus au terrorisme sont désormais inférieurs de 59 % en 2020 par rapport à leur pic de 2014. La baisse du nombre de décès a été plus importante en Irak, en Syrie et au Nigeria. Notamment avec Boko Haram. La baisse globale des décès dus au terrorisme a entraîné une diminution du nombre de pays frappé par des décès dus au terrorisme. En 2019, 63 pays ont enregistré au moins un décès dû au terrorisme, soit le nombre le plus faible depuis 2013. Boko Haram et ses collègues continuent d'exister.

En termes d'attaques, les régions du Nord-ouest, du Sud-ouest et de l'Extrême-nord constituent les stades suprêmes de la matérialisation du bruit des armes, de la violence, du viol et de tout autre acte inhumain et dégradant. Les exactions y sont persistantes. Non seulement là-bas le pays est victime d'actes

d'agression et d'insécurité, mais aussi est-il victime d'actes de sûreté. Les institutions étatiques ne sont guère épargnées de ce désordre. Alors même que la nature de ces attaques relève de l'ordre asymétrique, sur le plan tactique ou opérationnel, la guérilla ambiante dans le NOSO coïncide fortement avec le terrorisme transnational de l'insurrection Boko Haram. Dans les deux cas, la population est utilisée comme le bouclier de ces assaillants. La différence est une question d'échelle, de degré, mais pas de nature.

Dans le NOSO, les attaques sont permanentes, régulières, voire même quotidiennes. Les populations dans les villages et même dans les villes subissent des enlèvements contre rançon, des rapt, des viols, des égorgements filmés et bien d'autres exactions et atteintes aux droits humains. Comparé à la forte activité dans le NOSO, les attaques de Boko Haram ne sont pas régulières. Elles sont sporadiques. Cependant, tout est dans le niveau de retentissement. En regardant à l'échelle internationale, même si les attaques de Boko Haram semblent être en baisse ces dernières années, prise globalement dans tous ses théâtres, la secte demeure un acteur majeur du terrorisme dans le monde. De ce point de vue, le Cameroun serait chanceux de ne pas s'ériger comme le territoire le plus frappé par ladite secte.

Dans les deux cas, les populations civiles sont les principales victimes. Cela est un incommensurable contraste dans la mesure où dans l'un et l'autre cas, c'est l'Etat dans sa forme (laïque et unitaire) qui est contesté.

Si l'on s'attelait uniquement à analyser la périodicité des attaques dans les trois régions, on conclurait à la va-vite que le NOSO s'érige comme la zone la plus dangereuse. Cela expliquerait le caractère massif de la vulnérabilité dans une région comme le Nord-ouest. Même si cela est le cas, il faut dire que les réseaux de Boko Haram font la différence. Elle est inscrite dans une large perspective internationale confirmée par son allégeance à l'État Islamique. Boko Haram est un élément constitutif d'une vaste entreprise rebelle dans le monde. C'est pourquoi malgré le caractère intermittent de ses attaques, elle demeure assez dangereuse pour les populations civiles au point de rivaliser en termes d'impact et de nombres de victimes avec le NOSO.

3. Les niveaux relatifs de sécurité et de sécurisation dans les trois régions

Ces niveaux sont jugés par l'ampleur des effets des attaques sur les populations et le niveau d'exécution des réponses ou des initiatives de sécurisation du territoire ou des zones concernées. Les violences dans le NOSO et à l'Extrême-nord ont contribué avec d'autres menaces que connaît le Cameroun, à en faire l'un des pays les plus exposés au terrorisme. Selon le Global Terrorism Index 2020, le Cameroun serait le 13^{ème} pays le plus dangereux au monde. Mais cette dangerosité varie en fonction des régions. Elles n'ont pas toutes les mêmes niveaux d'alerte.

En termes de sécurité ou d'insécurité, le NOSO apparaît encore moins ouvert que la région de l'Extrême-nord. Dans ces trois régions, l'État a mis en place une batterie d'initiatives pour endiguer le phénomène rebelle dans son espace. Le fait que les attaques se font dans les périphéries à l'Extrême-nord est dû aux initiatives déjà engagées pour vaincre le phénomène. Dans le NOSO, les violences demeurent intenses. Les séparatistes poursuivent leur logique et développent davantage des capacités de nuisance. Ils aggravent ainsi le niveau de sécurité dans les régions. Là-bas, la violence a provoqué de nombreux déplacements et les réponses étatiques sont pour la plupart encore au niveau du paramètre majoritairement militaire. Contrairement au NOSO, la question de la sécurisation de la région est plus avancée à l'Extrême-nord. On est loin du seul paramètre militaire. Les humanitaires et les autres acteurs du développement opèrent dans la région. Le processus de stabilisation est amorcé et des actions fortes sont menées sur le théâtre des opérations par l'Etat, les agences du système des Nations Unies et la société civile. Toutes les questions relatives à la fabrique de la stabilité sont mises en route et même le redressement multiforme de la région est planifié. À ce moment, la région implémente la stratégie régionale de stabilisation du Bassin du Lac Tchad. Elle a développé par le biais du PNUD, un plan d'action territorial (PAT) monté avec le concours des acteurs de la région, des victimes de la crise et des bénéficiaires dudit plan. Alors que le processus de sécurisation y vit sa phase de démocratisation à l'Extrême-nord, le NOSO quant à lui, en est encore loin du compte.

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

Comprendre la configuration de la vulnérabilité dans les trois régions est un exercice qui demande à déchiffrer l'origine des crises dans chacune d'elles. Cela demande également à identifier l'ampleur des exactions en termes d'occurrence, de niveau de sécurité et de sécurisation. Par sécurisation, il s'agit de dire l'étape à laquelle se situe le processus de retour à la normalité. Il en ressort que la vulnérabilité des populations a été exportée à l'Extrême-nord car, la crise vient de l'extérieur du pays. Dans le NOSO, ladite vulnérabilité a été construite de l'intérieur. Elle est le reflet de la dégénérescence du lien social camerounais. La désagrégation du vivre-ensemble s'est produite dans le pays et s'y est consolidée ; rendant facile un accès illimité à la vulnérabilité. De ce fait, les niveaux de sécurité et de sécurisation sont eux-mêmes différents, l'Extrême-nord offrant un meilleur espoir quant à la pertinence de l'endigement de la crise en l'état actuel des choses.

DEUXIÈME PARTIE : PERSPECTIVES STRATÉGIQUES ET RECOMMANDATIONS

CHAPITRE 3 : REGARDS SUR L'AVENIR ET LE DEVENIR DE LA VULNÉRABILITÉ

En termes de perspectives, la question de la vulnérabilité des populations en contexte de crise est pertinente dans le cas du Cameroun. Parce que dans ce pays, le contexte sécuritaire et les situations régionales particulières offrent l'opportunité à celle-ci d'y trouver un terrain fertile. Vaincre la vulnérabilité c'est améliorer le sort des populations vulnérables. Cela requiert de comprendre l'étiologie de leur situation et d'y apporter le remède adéquat pour endiguer la profondeur de la vulnérabilité ou mieux, pour l'éradiquer. A cet effet, il convient d'endiguer la fragilité des enfants à l'Extrême-nord et au NOSO (1), de vaincre la vulnérabilité de la fille, de la femme et des personnes âgées (2) ainsi que celles des autres catégories de personnes vulnérables (3).

1. Endiguer la fragilité des enfants et des personnes âgées à l'Extrême-nord et au NOSO

L'intérêt porté aux personnes âgées est dû au fait qu'elles sont protégées par le Droit International Humanitaire (DIH). C'est une exigence en Droit. En réalité, ce droit protège « l'ensemble des personnes ne participant pas aux hostilités, en d'autres termes les civils ainsi que les personnes qui ne participent plus aux hostilités, à savoir les combattants blessés, malades et naufragés ainsi que les prisonniers⁴ ». Cela veut dire que le DIH tient compte de la vulnéra-

4 Françoise Krill, « La protection des personnes civile : les personnes âgées », discours prononcé au cours de la Conférence d'Helsinki en septembre 1999 en qualité de Directrice adjointe des Opérations du CICR.

bilité particulière de certaines catégories de la population et de leurs besoins spécifiques. C'est d'ailleurs pourquoi la 4^{ème} Convention de Genève s'en occupe particulièrement.

Pour endiguer la vulnérabilité des enfants à l'Extrême-nord et au NOSO, le Cameroun doit intégrer les standards internationaux relatifs à la protection des enfants en contexte de conflit. L'actualité en son sein l'oblige. Ainsi doit-il s'approprier les règles, les principes et les standards relatifs à cette exigence fondamentale. Dans ces régions, certains besoins exprimés ont trouvé par endroits quelques débuts de réponse.

Dans le cadre des situations de conflit ou de crise, la protection des enfants est le premier sacrifice à déployer pour un État, pour une communauté ou pour tout individu. En vérité, lors d'un conflit, les enfants sont généralement les premières victimes. D'après l'UNICEF, plus de 230 millions d'enfants en souffrent. Cela correspond à un ratio de près d'un enfant sur dix dans le monde. Ceux-ci vivent dans des pays ou des zones qui connaissent des conflits armés. « 125 millions d'entre eux sont directement affectés par les combats dans le monde. Plus de 170 000 violations graves ont été vérifiées depuis 2010, soit plus de 45 violations par jour contre les enfants dans les conflits⁵ ». Pour les Nations Unies, c'est une question fondamentalement préoccupante. Dans les trois régions, l'État du Cameroun doit identifier les crimes dont sont victimes les enfants et les réparer.

Plus concrètement, le Cameroun doit identifier, endiguer et prendre en compte les six catégories de violations graves commises envers les enfants sur le théâtre des opérations. Ces violations ou catégories de crimes ont fait l'objet de multiples résolutions du conseil de sécurité. Il s'agit :

- du recrutement et de l'utilisation des enfants;
- des meurtres et mutilations d'enfants;
- des violences sexuelles faites aux enfants;
- des attaques contre les écoles et les hôpitaux;

5 <https://onu.delegfrance.org/Les-enfants-dans-les-conflits-armes-10456>, visité le 18/05/2021

- des enlèvements d'enfants ;
- du refus d'accorder à un accès à l'aide humanitaire.

Par recrutement et utilisation ou emploi d'enfants, l'idée est d'empêcher leur mobilisation comme enfants soldats. C'est une interdiction irréfutable en Droit International Humanitaire. Il s'agit pour le Cameroun d'empêcher, à travers des politiques de socialisation pertinentes, le recrutement des enfants de moins de 15 ans et de moins de 18 ans. Le recrutement et l'utilisation d'enfants de moins de 15 ans sont interdits par la Convention relative aux droits de l'enfant et les protocoles additionnels aux Conventions de Genève. Dans le NOSO et à l'Extrême-nord, ils sont dans les rangs des acteurs irréguliers qui sévissent au quotidien. Ce sont eux qui jouent le rôle d'alerte. Ils s'immiscent facilement au sein des populations et vivent avec elles sans toujours être reconnus comme ennemi.

La question de la mutilation des enfants se fonde sur deux principes en droit. Les principes de proportionnalité et de distinction. Le principe de proportionnalité prévient contre toute attaque militaire où les pertes et les blessures infligées à la population civile et/ou les dommages occasionnés sur les biens de caractère civil seraient excessifs par rapport aux objectifs militaires concrets et directs⁶. Dans ces trois régions, la multitude des dégâts et de biens détruits trouve ici l'argument juridique nécessaire pour les condamner et arrêter leurs auteurs avec la dernière énergie.

Le principe de distinction exige que les parties à un conflit armé fassent en tout temps la distinction entre la population civile et les combattants, et que les attaques ne soient pas dirigées contre des civils⁷. Comment est-il possible dans ce cas de justifier que Boko Haram souhaite établir un Califat, mais

⁶ Art. 51 et 57, deuxième protocole additionnel aux conventions de Genève ; art. 3 du Protocole II, et art. 3 du Protocole II modifié à la Convention sur les armes inhumaines (1980) ; art. 8, 2), b du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (1998).

⁷ Art. 48, 51 et 52 du premier protocole additionnel aux conventions de Genève ; art. 4 et 13 du deuxième protocole additionnel aux conventions de Genève ; art. 4 à 7 du Protocole II modifié et art. 2 du Protocole III à la Convention sur les armes inhumaines (1980) ; art. 8, 2), e du Statut de Rome

que ce sont les musulmans qui en sont ses principales victimes ? Comment expliquer que dans le NOSO, la population civile soit le bouclier ? C'est elle qui subit les affres de ces groupes sécessionnistes, c'est elle qui intervient militairement de gré ou de force. C'est enfin elle qui combat la secte et les séparatistes. Il est donc urgent que le Cameroun consolide sa stratégie de protection des biens à caractère civil. Ce pays doit consolider son adhésion à la Résolution 1998 (2011) du Conseil de Sécurité. L'État doit par conséquent s'approprier ces principes à travers l'élaboration de plans spécifiques consacrés à leur opérationnalisation. La Résolution 1998 (2011) porte sur les attaques contre les écoles et les hôpitaux. Sa prise en compte légitime une réaction ou mobilisation de la puissance de feu nécessaire. Celle-ci, dans l'optique de stresser davantage ceux qui se livrent à de tels actes de destruction des écoles et des hôpitaux. Concernant la question de l'aide humanitaire, le Cameroun doit gérer avec beaucoup de pertinence les phénomènes de déplacés et de réfugiés qui bouillonnent en son sein.

De manière spécifique, le Cameroun doit activer sa mémoire juridique pour opérationnaliser l'ensemble des résolutions du Conseil de Sécurité adoptées dans le cadre du sort des enfants en situation de conflits armés. À titre d'exemple, il existe les résolutions 1539 (2004) et 1612 (2005). Elles ont été adoptées à l'initiative de la France. Ces résolutions créent trois principaux instruments :

- un mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les six types de violations des droits de l'enfant ;
- un groupe de travail du Conseil de sécurité ;
- les plans d'action nationaux adoptés par les parties en conflits pour cesser le recrutement d'enfants soldats et accélérer leur libération et leur réinsertion.

Ce sont des mécanismes que le Cameroun doit opérationnaliser et adapter dans son contexte pour gérer la question des enfants vulnérables et enrôlés dans les conflits.

2. Vaincre la vulnérabilité de la fille et de la femme

Cet objectif tient pour les trois régions. Pour ce qui est de l'Extrême-nord, le besoin est fortement accentué dans des localités comme Maroua, Gazawa, Meri, Moutourwa, Guidiguis, Mokolo, Koza, Mozogo, Minawao, Zamay. Mais également à Mora, Kolofata, Makari, Yagoua, Kaele, Koussseri, Maga, Kaikai, Vele., Fotokol Pette, Blangoua, Waza. Endiguer la vulnérabilité de la jeune fille, des femmes et des personnes âgées c'est leur proposer une vie saine.

Pour la jeune fille et la femme, sortir de la vulnérabilité consiste à garantir leur autonomisation et leur inclusion dans les communautés. À l'Extrême-nord Cameroun par exemple, la crise qui y sévit a accentué le niveau de vulnérabilité des filles et des femmes. Les violences basées sur le genre (VBG) persistent. À ce titre, il faut assurer une prise en charge holistique des survivantes. De plus, le renforcement des capacités des femmes, des filles et de leurs organisations sur leurs droits et devoirs ainsi que sur les VBG. Dans cette région, la facilitation de leur accès à la documentation civile est nécessaire.

L'inclusion de la femme et de la jeune fille est très importante. Elle permet d'appuyer des microprojets individuels et collectifs. Cela vise à donner la capacité à celles-ci de s'émanciper, de se prendre en charge toute seule ; bref, d'être autonome. Leur autonomisation permet également d'assurer la formation professionnelle certifiante et de s'installer à leur propre compte. Les femmes doivent également développer des initiatives communautaires de développement et promouvoir le travail collectif.

Des programmes de formation destinés aux acteurs humanitaires agissant sur les différents théâtres des opérations s'imposent. La promotion de messages essentiels, la formation au dialogue et le développement de la confiance doivent s'inviter dans la partie.

La promotion des activités génératrices de revenus (AGR) est l'une des actions les plus populaires en matière d'autonomisation des femmes. À ce titre, il est important qu'une étude préalable sur la pertinence des AGR soit menée l'échelle des trois régions. Aujourd'hui, avec la multitude des actions déjà menées sur la question, trop d'AGR courent le risque de garantir le chômage

plutôt que de le combattre. Une telle étude est essentielle, car elle permet de déceler les opportunités réelles d'emploi ou de besoins d'emplois pour la femme et la jeune fille de ces régions affectées par les crises.

Cette étude permettra d'explorer les AGR existantes dans les régions du NOSO et de l'Extrême-Nord. Aussi servira-t-elle à **dégager celles qui sont pertinentes sur la base de critères** de rentabilité économique et sociale. Plus spécifiquement, il s'agira de déterminer la répartition des principaux types d'emplois, métiers et professions des promoteurs des AGR. De plus, elle visera à déterminer le profil des AGR rentables sur la base des critères de performances économiques et financières ainsi que ceux qui ont un meilleur impact sur l'amélioration du niveau de vie des populations. Enfin, elle identifiera les difficultés auxquelles les AGR font face dans la démarche de leur mise en œuvre ainsi que les mécanismes de renforcement de leur performance. Son principal apport sera de mettre en exergue des recommandations pertinentes en droite ligne pour une politique de soutien des AGR dans ces trois régions.

Au final, la prise en compte, la promotion ou l'effectivité de l'application de la résolution 1325 (2000) adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies le 31 octobre 2000 sur la protection de la femme et de la fille s'impose. Elle constitue un outil fondamental dans la promotion et la protection de la femme dans des situations difficiles et permet d'agir en droite avec le Droit International mais aussi dans le strict respect des standards internationaux de promotion de la sécurité humaine en général et des femmes ou des filles en particulier.

3. Contenir la vulnérabilité des autres catégories de personnes vulnérables

Quels que soient leurs secteurs d'activités, la vulnérabilité de manière globale doit être contenue en tenant compte de plusieurs dimensions. C'est une question de promotion et de consolidation de la sécurité humaine. Ainsi, un Plan National de Protection des Populations Vulnérables doit être élaboré. Il doit s'appuyer sur des piliers tels que :

- la promotion des activités génératrices de revenus et l'accompagnement des bénéficiaires;

- la sécurité personnelle et les abus sexuels ;
- les déplacements et le phénomène des réfugiés ;
- la liberté de circulation des personnes et biens en termes de vivres et d'articles essentiels du ménage ;
- l'accès à l'eau et aux autres moyens de subsistance ;
- l'accès à l'éducation, à la santé, la promotion de l'hygiène et de l'assainissement ;
- la préservation des liens familiaux ;
- la promotion de la cohésion sociale et du vivre-ensemble ;
- la promotion des habitats de sécurité ;
- la promotion des activités culturelles, sportives et religieuses ;
- la promotion de l'accès à la documentation civile et les garanties judiciaires y relatives.

Pour chaque secteur ou variable, il faudra organiser des opérations particulières. Par exemple, pour vaincre la vulnérabilité alimentaire, des opérations de Food for Work, de Cash for Work s'imposent. Il faut également organiser des programmes de résilience alimentaire et de filets sociaux⁸. La lutte contre la vulnérabilité doit garantir l'inclusion des personnes vulnérables dans les programmes de lutte en la matière. Cela doit englober à la fois ceux qui reçoivent de l'aide et ceux qui sont chargés de la distribuer. Cette inclusion doit s'étendre au niveau de l'évaluation, de la mise en œuvre et du contrôle de ces Programmes. Cette emphase sur leur présence de tous les acteurs concernés permet d'identifier leurs besoins réels. Elle doit intégrer l'approche à base communautaire qui inclut les bénéficiaires à toutes les étapes d'un processus de lutte contre une menace ou d'endiguement de leur vulnérabilité. C'est également un moyen de garantir une planification et organisation plus efficace, durable et adaptée au contexte. Dans cette veine, la réduction des abus, de la violence et de toute autre forme de traitement dégradant est plus évidente pour toutes les catégories de personnes vulnérables.

⁸ Lire le Plan de Soutien aux Populations Vulnérables, 2018.

CONCLUSION DU CHAPITRE 3

En définitive, endiguer la fragilité des enfants et des personnes âgées à l'Extrême-nord et au NOSO, vaincre la vulnérabilité de la fille et de la femme et contenir celle des autres catégories de personnes vulnérables n'est pas une sinécure. Cela exige une préoccupation de l'État central et une prise en compte des spécificités de chacune des catégories de personnes vulnérables. Dans le cas des trois régions concernées, les personnes vulnérables le sont du fait de la crise. Cependant, il est vrai que celles-ci viennent renforcer leur statut, car précédemment à ces crises, existaient déjà des personnes vulnérables. Cela veut dire que le conflit est une opportunité pour vaincre cette question qui a elle-même fortement contribué à l'alimentation dudit conflit. Ce mouvement rectiligne entre enracinement du conflit et consolidation de la vulnérabilité doit être le fondement sur lequel des recommandations précises seront formulées.

CHAPITRE 4 : RECOMMANDATIONS

Vaincre le phénomène de vulnérabilité en contexte de conflit est une préoccupation pour tous les pays frappés par un tel phénomène. Non seulement cela participe de la résorption des causes d'un conflit en général, mais aussi, contribue-t-il à la mise en place d'une politique de lutte contre la vulnérabilité des personnes en temps de crise ou de conflit. Pour y parvenir, l'ensemble des acteurs opérant dans ce sens doit être mobilisé. Les autorités administratives, traditionnelles et religieuses (1), les forces de défense et de sécurité (2) et la société civile ou le secteur privé (3) font ainsi partie des acteurs fondamentaux pour agir sur la situation. Au Cameroun, qu'il s'agisse du NOSO ou de l'Extrême-nord, l'étude aura permis de rendre compte de l'action incommensurable de ces acteurs. Ils parviennent à intervenir sur les théâtres des opérations, à informer et à faire circuler leurs produits humanitaires pour endiguer les effets du conflit sur les individus et sur les communautés.

1. Aux autorités administratives, traditionnelles et religieuses

Accéder à la santé, à l'éducation, à l'eau potable, à l'assainissement, à l'alimentation, à l'énergie ; mais aussi, au logement, à l'habillement, au transport, à l'information, à la pratique religieuse ou culturelle, aux loisirs, à la sécurité, etc., ne suffisent pas. C'est la qualité infrastructurelle et la régularité de tous ces services qui comptent. Une production intermittente des services ne concourt pas à la dé-fragilisation assidue des populations vulnérables en contexte de fragilité de l'État. Par exemple, en termes de services de base, le Sud-ouest nécessite aussi d'être reconstruit comme les deux autres régions. En 2020, date de publication du Plan Spécial de Recouvrement des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, les chiffres faisaient état d'environ 77 écoles/établissements brûlés, 40 vandalisés, 1473 fermés, 768 inopérantes et 35 occupées par des séparatistes. Plusieurs hôpitaux ou centres de santé y ont été

attaqués notamment à Akwaya, Konye, Kemdem, Kumba, Kake 2, Dikume Balue, Big Bekondo, Muyenge, Ikata, Muyuka et Bakumba. Il est donc clair que leur reconstruction s'impose.

Dans ces trois régions, les autorités administratives doivent travailler sur les systèmes relatifs aux besoins sociaux ou services de base. C'est la première condition pour endiguer profondément le phénomène de la vulnérabilité des personnes. Elles doivent à cet effet inscrire leur politique dans les cadres et standards globaux de fabrique de la résilience des populations vulnérables en contexte de conflit. Dans ce sillage, une opportunité ou un modèle peut être emprunté du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce programme définit entre autres, un cadre global sur la situation des personnes en contexte des conflits. C'est un acte ou un devoir de prévention. C'est une interpellation visant « à atténuer la vulnérabilité par le renforcement de la résilience, en créant des possibilités d'emploi et d'éducation, en garantissant la sécurité alimentaire et en s'attaquant à la violence sexuelle et sexiste et aux formes de discrimination pouvant conduire à des stratégies d'adaptation néfastes⁹ ».

Dans ces trois régions, il faut revitaliser l'économie locale. Les catégories de personnes vulnérables telles que les commerçants et autres y trouveront pleine satisfaction. À l'Extrême-nord Cameroun, il s'agira d'assurer le relèvement économique et la mise en place des moyens de subsistance aux populations. Aussi, faudra-t-il reconstruire les infrastructures routières, de revitaliser des marchés, d'améliorer la qualité des services rendus par les sectoriels et de créer un environnement propice aux affaires. Le NOSO aussi affiche les mêmes préoccupations. La revitalisation de l'économie locale préoccupe fortement. Les autorités administratives doivent revitaliser les marchés, soutenir les activités d'élevage et de petit bétail, appuyer les agriculteurs dans des secteurs comme les filières riz, cacao, caoutchouc, huile de palme, etc.

9 <https://www.un.org/fr/africa/osaa/peace/sdgs.shtml#:~:text=&text=Il%20constitue%20le%20nouveau%20cadre,la%20protection%20de%20l'environnement>, visité le 20 mai 2021 à 9 h 30 min

Les autorités traditionnelles et religieuses aussi devront être mobilisées dans les trois régions. Leur ascendance psychologique sur les jeunes filles et garçons permettra de promouvoir la cohésion sociale et le renforcement des capacités sur des questions de citoyenneté et civisme, bref de vivre-ensemble. Il est attendu qu'elles encouragent la jeunesse à la participation citoyenne et à la gouvernance locale et participent elles-mêmes aux processus de renforcement des capacités des représentants locaux et des auxiliaires de l'administration à la gestion participative. Promouvoir la cohésion sociale dans ces régions aujourd'hui, c'est non seulement préparer le vivre-ensemble, mais aussi vaincre la méfiance et bâtir la confiance à travers une série d'initiatives appelant à la solidarité sociale, au partage et à la communion. Cela est possible en travaillant avec les associations locales, les auxiliaires de l'administration, les représentants locaux, les jeunes et les femmes.

2. Aux forces de défense et de sécurité

Quant aux forces de défense et de sécurité (FDS), elles doivent assurer leur mission de protection et de défense. Elles doivent dans ce cadre, respecter les droits humains et éviter toute transgression du Droit Humanitaire. Elles doivent en tout temps, en tout lieu et en toute circonstance, agir avec efficacité et professionnalisme. Le bilan des forces de défense et de sécurité (FDS) est très controversé au Cameroun en ce qui concerne leur implication dans le conflit. En se référant à la plupart des rapports internationaux sur l'odyssée des FDS dans les conflits, la vulnérabilité des populations serait loin d'être contenue.

En 2016 et 2017, les FDS ont été accusées d'avoir excessivement recouru à l'usage abusif de la force. Les méthodes employées pour la répression n'ont pas semblé être en phase avec les exigences du Droit International Humanitaire. Obligeant ainsi les manifestants à s'ériger contre leurs pratiques. En 2017, elles ont été accusées de tirer à balles réelles, « y compris à partir d'hélicoptères, tuant au moins douze personnes et en blessant des dizaines. Certains individus détenus dans le cadre de ces manifestations ont subi des

actes de torture et de mauvais traitements¹⁰ ». Globalement, Human Rights Watch les a accusés d'avoir lancé des « opérations de sécurité violentes à l'encontre des communautés soupçonnées d'appuyer les groupes sécessionnistes », de commettre des exécutions extrajudiciaires, de torturer des séparatistes et d'autres détenus, d'avoir recours à des pratiques abusives, et même d'incendier des maisons et des biens dans des dizaines de villages¹¹. En avril 2020 à Mozogo, dans la région de l'Extrême-Nord, Human Rights Watch¹² a accusé les FDS d'avoir contraint des civils à assurer des gardes de nuit pour anticiper sur les attaques de Boko Haram. Amnesty International précisait à son tour que l'armée y a commis des arrestations arbitraires, des actes de torture, des homicides illégaux et des destructions de bâtiments.

Que ces actes, ces exactions ou ces crimes dénoncés soient vérifiés ou pas, la nature de ces conflits est source de la vulnérabilité des personnes définies dans le cadre de la présente étude. Ces conflits influencent la pratique sécuritaire et demandent une adaptation et une modernisation de la pratique militaire. À ce titre, les FDS camerounaises doivent préalablement être davantage formées à la compréhension des enjeux des nouveaux conflits. Elles doivent comprendre la mécanique opérationnelle de ces acteurs du désordre et mettre en place de véritables stratégies de riposte adaptées à l'asymétrie. Pour ces acteurs, il faut pousser l'armée à la faute. Pour l'acteur asymétrique, tous les interdits du droit de la guerre constituent des autorisations et des plans d'attaque. Le militaire doit à cet effet s'ériger au-dessus de ces considérations pour mieux assumer ses responsabilités.

Les FDS doivent comprendre et maîtriser les principes et les pratiques de la contre-insurrection. Parce que celle-ci s'étend au-delà des seuls aspects strictement militaires, parce qu'elle demande de gagner les cœurs et les esprits, elle confère aux armées modernes des capacités stratégiques et opérationnelles

10 <https://www.hrw.org/fr/world-report/2019/country-chapters/325148#83c0fb>, visité le 20 mai 2021 à 11h05min.

11 Ibid.

12 <https://www.hrw.org/fr/news/2020/07/10/cameroun-des-civils-sont-forces-d-assurer-des-gardes-de-nuit>? Visité le 20 mai 2021 à 12h23min.

multidimensionnelles. Elle demande alors aux FDS d'assister les populations civiles en temps de crise dans plusieurs secteurs. Ainsi, doivent-elles, agir dans l'éducation, dans la promotion de la paix, dans l'assistance sanitaire, dans l'assistance électorale que dans d'autres domaines. C'est ce qui permettra aux FDS de faire vaincre la peur et de bâtir la confiance auprès des populations civiles. C'est cela garantir la paix positive et la paix négative au sens de Johan Galtung. L'action des FDS n'est plus de faire simplement taire les armes.

Dans un conflit contemporain, elle est invitée à contribuer à l'endiguement des causes du conflit. Et donc dans son organisation, sa planification et son déploiement sur les théâtres d'opérations, elle doit en tenir compte. Gagner le conflit serait donc créer ou exiger un meilleur sentiment de sécurité au sein des populations. Cette approche facilite la résilience des populations dites vulnérables dans ces contextes. Les FDS camerounaises s'emploient déjà quelque peu dans certains de ces secteurs notamment à l'Extrême-nord. Le conflit dans ces trois régions est de l'ordre des nouveaux conflits. Ceux-ci obligent les FDS à disposer d'une supériorité stratégique et tactique face aux acteurs asymétriques.

Ainsi à l'Extrême-nord, les actions civilo-militaires dans la reconstruction des écoles, des routes, des hôpitaux, les enseignements prodigués par les enseignants-militaires, ou encore la mise sur pied des comités de vigilance ont permis peu à peu de bâtir la confiance entre les FDS et les populations civiles. Cette collaboration entre FDS a été déterminante pour repousser Boko Haram hors des frontières nationales et réduire ainsi sa capacité de nuisance, même si les incursions sporadiques continuent d'avoir lieu. Par contre dans le NOSO, la confiance entre les FDS et la population civile est encore embryonnaire, parce qu'il s'agit plutôt d'une situation implosive. Toute action des FDS visant à empêcher l'atteinte de l'objectif des combattants, à savoir la création d'un nouvel Etat, est considérée comme une atteinte au droit à l'autodétermination des populations se réclamant de l'Ambazonie. Dans un tel environnement, même les populations qui sont contre le séparatisme n'osent pas afficher ouvertement leur soutien aux FDS, par peur de représailles des combattants séparatistes. La question de la confiance entre FDS et population civile se

présente donc différemment selon que l'on se trouve à l'Extrême-nord ou dans le NOSO. A l'Extrême-nord, le niveau de confiance s'améliore de jour en jour, alors que dans le NOSO, cette confiance est à l'état embryonnaire ou n'existe pas encore, ce qui rend difficile l'engagement de la communauté internationale et de la société civile sur des initiatives de stabilisation et de développement dans ces régions. Il est donc impératif de rétablir cette confiance, pour véritablement amorcer la reconstruction des infrastructures détruites dans les deux régions anglophones du NOSO.

Ce manque de confiance justifie l'ampleur de la vulnérabilité des populations, car celles-ci sont au cœur des événements. Elles sont le bouclier du militaire et de l'acteur irrégulier. Ce sont elles les principales victimes des effets du conflit. La contre-insurrection doit être maîtrisée dans sa stratégie, sa doctrine, ses principes, ses pratiques et ses concepts opérationnels. Par ailleurs, les FDS doivent être solidement outillés en matière de droits de l'homme, de sécurité humaine et d'action humanitaire.

3. À la société civile et au secteur privé : structurer le plaidoyer en faveur des populations vulnérables

Ce plaidoyer doit s'adresser aux pouvoirs publics et à la société civile elle-même. La société civile camerounaise est au cœur des stratégies mises en place pour vaincre globalement la vulnérabilité pour cause de conflits avec ses effets sur les individus. Elle doit encourager et soutenir la sensibilisation de la population aux risques, aux causes et aux conséquences de la vulnérabilité. De manière générale, la société civile doit se lancer dans le partage d'information à travers la diffusion via multiples canaux des nouvelles et activités des mécanismes et plans de lutte contre la vulnérabilité des populations. Ces plans traiteront des questions relatives aux droits de l'homme et au renforcement des capacités en la matière.

Ce plaidoyer doit s'appuyer sur une stratégie de partenariat pour améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables. Cela suppose qu'il propose

une série d'actions pour impulser un changement de politique nationale des populations vulnérables. La société civile devra à cet effet se structurer et disposer d'une expertise spécifique en matière de plaidoyer. Cette expertise devra reposer sur :

- des messages s'appuyant sur des données factuelles dans les trois régions d'intervention et dans les domaines où les besoins des personnes vulnérables sont exprimés afin de garantir la légitimité et la crédibilité de ses recommandations ;
- une détermination à faire entendre la voix des populations vulnérables elles-mêmes ;
- la volonté de s'attaquer aux causes de la vulnérabilité à l'échelle de ces régions au moyen d'actions directes de mobilisation des décideurs, de coalitions des membres de la société civile, du système des Nations Unies et des autres acteurs du développement ;
- des campagnes de sensibilisation publiques et médiatiques.

Dans cette perspective, la société civile devra s'attacher à remédier à des facteurs concourants de discrimination, d'exclusion et de vulnérabilité tout au long de ses activités de plaidoyer. Cela pour garantir la cohérence entre ses actions dans les régions. Stratégiquement, la société civile doit élaborer préalablement son guide ou manuel de plaidoyer en faveur des populations vulnérables. Il devra servir d'outil pour influencer les opinions et les décisions contribuant à l'amélioration de leurs conditions de vie. Un tel guide permettra à ladite société civile de mieux comprendre les enjeux, les défis et le contexte de la vulnérabilité dans les trois régions. Ainsi, un langage commun peut-être établi. Il faudra à ce moment, renforcer les fondements du plaidoyer. Pour garantir un processus de plaidoyer pertinent, la société civile doit disposer de la crédibilité et des compétences suffisantes. Elle doit assurer l'action collective et coordonnée et mener des enquêtes pour disposer des preuves et des statistiques. Elle doit enfin développer la capacité à évaluer les risques relatifs au statut de personnes vulnérables et travailler avec ces personnes pour développer une stratégie pertinente de lobbying et disposer des ressources suffisantes.

CONCLUSION DU CHAPITRE 4

En définitive, la vulnérabilité est un statut qui met en exergue un mode de vie imposé à des personnes qui apparaissent défavorisées sur plusieurs plans. Seule l'action collective, concertée et coordonnée des autorités administratives, traditionnelles et religieuses des forces de défense et de sécurité et de la société civile pourra parvenir à apporter la pression nécessaire pour agir sur la question. Cela exige que les autorités administratives, religieuses et traditionnelles garantissent et promeuvent des actions de reconstruction des infrastructures, de revitalisation économique et de cohésion sociale. Si ces recommandations paraissent générales, c'est parce qu'au final la résorption de la vulnérabilité demande de s'attaquer au système de production des services de base plutôt qu'à la condition particulière d'un individu. Pour les FDS, la maîtrise de la contre-insurrection et sa batterie d'exigences, le gain des cœurs et des esprits et la garantie de la dignité entrent désormais dans les responsabilités à intégrer. Cela dit, la pression doit être exercée aux décideurs et aux FDS par la société civile à travers un plaidoyer bien structuré.

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'étude première dont l'interprétation est faite à travers la présente analyse a permis de comprendre que la vulnérabilité s'est manifestée par une restriction de la circulation des personnes. Elle évoque également la restriction des biens et des services, mais aussi, par le dysfonctionnement des services sociaux et de sécurité, par les abus des groupes armés et la perturbation des activités des entreprises. Elle a précisé que les personnes vulnérables les plus affectées à cause de ces crises sont les enfants. Il s'agit des enfants de moins de 18 ans, les jeunes filles et les femmes, les personnes ayant un handicap moteur et les personnes âgées et les autres catégories de personnes vulnérables. Cependant, elle révèle que les effets de ces crises ne sont pas forcément les mêmes pour tout le monde. D'ailleurs ceux-ci ont impacté sensiblement plusieurs domaines de la vie des populations. Les services sociaux, la sécurité et l'économie paient le plus lourd tribut aux conflits. Les ravages du conflit quant à eux, sont plutôt considérables en ce qui concerne les besoins de première nécessité (alimentation, eau potable, énergie, logement, habillement, etc.) et les autres besoins courants (transport, circulation de l'information, télécommunication, pratique religieuse, loisir, etc.).

Si ces résultats présentent une telle configuration, c'est parce que le conflit n'est pas accueilli de la même manière partout. Même si au fond il n'y a pas de différence véritablement profonde.

D'abord, le conflit arrive dans ces régions de manière différente. Au NOSO, il naît de l'intérieur et en fait deux régions victimes d'implosion. L'ennemi est dedans, parmi les populations et consolide sa puissance de nuisance. Il parasite l'Etat et le pousse à la faute sapant tous les efforts de solidarité nationale et de cohésion sociale. C'est la quête du séparatisme de haute facture. Proche des populations, le désordre s'intensifie dans les régions. Les séparatistes recrutent dans la jeunesse. Jeunes garçons et filles se font enrôler de gré ou de force et le mouvement se consolide ardemment. Ce lien étroit et

profondément inextricable entre les tisserands du désordre et la population rend floue toute perspective de développement et accentue la vulnérabilité d'une bonne partie de la population victime des effets de la crise. À l'échelle nationale, des mesures sont prises. L'État n'appliquant pas suffisamment son devoir de mémoire, la crise persiste avec des dégâts et des exactions terrifiantes. Les droits de l'homme, la sécurité humaine et l'action humanitaires sont dévoyés de parts et d'autres et le phénomène persiste. Toutes choses explicatives de l'ancrage de la vulnérabilité dans ces régions.

À l'Extrême-nord Cameroun, la menace vient de l'extérieur ; du Nigéria le pays voisin. Elle s'invite dans les frontières camerounaises et une alliance se crée avec les adeptes du chaos. Recrutement, lavage de cerveau, enrôlement des enfants, engagement de la jeune fille comme kamikaze, autant d'actes de perpétuation de la dynamique rebelle qui se constitue à une vitesse de croisière. Profitant de la fertilité de la région à l'ancrage de la violence, le mouvement accélère son déploiement au point de frapper en 2015 dans la capitale régionale. La région offrait déjà un terreau fertile à cause de sa longue histoire de la rapine associée à l'absence évidente de l'État.

Que le conflit soit arrivé de l'une ou l'autre manière, son déploiement dans les différents théâtres des opérations met en exergue des acteurs asymétriques disposés à contester l'autorité, la centralité, la territorialité et la souveraineté de l'État. D'un côté l'Ambazonie est aspirée et de l'autre, le Califat est convoité. L'État du Cameroun est pris en tenaille dans ces trois régions. Cela dit, les niveaux de sécurité ne semblent pas être au même niveau. Au NOSO, la sécurité est moins acquise qu'à l'Extrême-nord et la vulnérabilité, plus massive. Mais sûrement de manière ponctuelle. Alors que la dynamique est encore essentiellement antiterroriste au NOSO, elle se trouve au stade de la stabilisation à l'Extrême-nord. Sans toutefois exclure la vigilance militaire. C'est le reflet du niveau et de la qualité de réponse adressée à la menace dans chacune des régions. À cela, le caractère sporadique des attaques dans la région de l'Extrême nord contraste avec la permanence des exactions dans le NOSO.

Si ces différences paraissent très générales, c'est parce que la gestion de la vulnérabilité englobe des perspectives plutôt systémiques qu'individuelles et donc l'approche globale s'impose pour réguler et atténuer ses effets.

Pour répondre au phénomène de la vulnérabilité, il ressort de la présente analyse que des activités de reconstruction, de réhabilitation ou de revitalisation des infrastructures relatives à la production des services sociaux de base doivent être effectives. Écoles, marchés, routes, hôpitaux, etc. De plus, la solidarité nationale doit être travaillée par le biais des actions de la promotion de la cohésion sociale, de la citoyenneté et du vivre-ensemble. Au final, les FDS doivent s'adapter à la configuration des conflits qui imposent de nouvelles responsabilités. Celles-ci constituent l'un des paramètres pour contrer ces conflits et leurs effets sur la vulnérabilité des populations.

Vaincre la vulnérabilité des populations dans le contexte de ces trois régions au Cameroun, c'est garantir et restaurer la dignité des personnes vecteurs du changement, productrices de richesses et de plus-value pour le développement harmonieux de toutes les régions du pays.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

1. Christian Pout, Edouard Epiphane Yogo, Bana Barka, *Boko Haram: quelles nouvelles dynamiques ?*, Editions du Cygne, Paris, 2019.
2. Edouard Epiphane Yogo, *Etat fragile et sécurité humaine au sud du sahara*, Harmattant, Paris, 2014.
3. Edouard Epiphane Yogo, *Etiologie et posologie contre l'emprise des groupes politico-militaires en Afrique centrale*, Connaissances et savoirs, Paris, 2020.
4. Edouard Epiphane Yogo, *L'Etat et les groupes politico-militaires en Afrique centrale*, Publibook, Paris, 2017.
5. Magrin Géraud, Pérouse Marc-Antoine de Montclos, *Crise et développement : la région du lac Tchad a l'épreuve de Boko Haram*, AFD, avril 2018.
6. Patricia Huyghebaert, « Les enfants dans les conflits armés : une analyse à l'aune des notions de vulnérabilité, de pauvreté et de "capabilités" », in *Mondes en développement* 2009/2 (n° 146), pages 59 à 72.

Rapports

1. Amnesty International, *Bonne cause, mauvais moyens : atteintes aux droits humains et à la justice dans le cadre de la lutte contre Boko Haram au Cameroun*, 2016, 59 p, Index : AFR 17/4260/2016
2. Amnesty International, *Une tournure tragique : violence et atteintes aux droits humains dans les régions anglophones du Cameroun*, 2018.
3. Berghezan Georges, *Éradiquer Boko Haram : acteurs multiples, résultat incertain*, Groupe de Recherche et d'information sur la Paix et la Sécurité, Note d'Analyse du GRIP, 7 mars 2016, 24 p

4. Bureau du Représentant Spécial du secrétaire Général pour les enfants et les conflits armés, *Les six violations graves commises envers les enfants en temps de conflit armé : fondements juridiques*, octobre 2013.
5. CICR, Répondre aux besoins des femmes affectées par les conflits armés, Guide pratique, 2004.
6. Le GICAM, *Insécurité dans les régions du sud-ouest et du nord-ouest : conséquences économiques et impacts sur l'activité des entreprises*, GICAM, Juillet 2018
7. Nations Unies – conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation dans le bassin du lac Tchad*, 2017, 19p, S/2017/764
8. Nations Unies -Commission économique pour l'Afrique, *La crise Boko Haram et ses répercussions sur le développement dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun*, 2018, Addis-Abeba, Éthiopie
9. Ntuda Ebode Joseph Vincent, Mark Bolak Funteh, Mbarkoutou Mahamat Henri, Nkalwo Ngoula Joseph Léa, *Le conflit Boko Haram au Cameroun Pourquoi la paix traîne-t-elle ?* Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), 2017, 36 p
10. Owona Ndounda Nicolas, « *Boko Haram et la radicalisation des jeunes au Nord-Cameroun. Entre protestation sociale et nécessité de survie* », Émulations, en ligne. Mise en ligne le 8 novembre 2017.
11. Pierre Janin, *La vulnérabilité alimentaire des Sahéliens : concepts, échelles et enseignements d'une recherche de terrain*, avril 2006.
12. Sue Godt, Irene Agyepong, Walter Flores et Gita Sen, *Une vie saine pour les femmes et les enfants vulnérables*, Centre de recherches pour le développement international, 2019.
13. UN-, OCHA, *Plan de réponse humanitaire 2017 -2020 Cameroun*, 2018, 48
14. Françoise Krill, « La protection des personnes civile : les personnes âgées », discours prononcé au cours de la Conférence d'Helsinki en septembre 1999 en qualité de Directrice adjointe des Opérations du CICR.
15. Plan de Soutien aux Populations Vulnérables, 2018.

16. Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, *Sous la crise anglophone au Cameroun: frustrations politiques et défiance à l'égard des autorités publiques*, Document de travail UMR DIAL, Décembre 2018, 22p
17. Département fédéral de justice et police DFJP -Secrétariat d'Etat aux migrations SEM- Section Analyses, Note Cameroun *Crise du Cameroun anglophone*, 25 septembre 2018, 22p
18. Briefing Afrique de Crisis Group N°138, *La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue*, Nairobi/ Bruxelles, 26 avril 2018. Traduit de l'anglais, 12p

Sites web

1. Calenda, « Les populations vulnérables », Appel à contribution Publié le lundi 23 avril 2012, <https://calenda.org/208171>
2. <https://www.un.org/fr/africa/osaa/peace/sdgs.shtml#:~:text=&text=Il%20constitue%20le%20nouveau%20cadre,la%20protection%20de%20l%20environnement>, visité le 20 mai 2021 à 9 h 30 min
3. <http://editions.afd.fr/>
4. <http://www.grip.org/fr/node/1950>
5. <http://www.revue-emulations.net/enligne/Owona-Ndounda-boko-haram-radicalisation-jeunes-Nord-Cameroun>
6. <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode>
7. <https://onu.delegfrance.org/Les-enfants-dans-les-conflits-armes-10456>, visité le 18/05/2021
8. <https://www.hrw.org/fr/news/2020/07/10/cameroun-des-civils-sont-forces-dassurer-des-gardes-de-nuit>? Visité le 20 mai 2021 à 12h23min.
9. <https://www.hrw.org/fr/world-report/2019/country-chapters/325148#83c-0fb>, visité le 20 mai 2021 à 11h05min.
10. <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/cameroon>
11. www.amnesty.org.

TABLE DES MATIÈRES

Sigles et abréviations.....	4
Résumé exécutif.....	5
Introduction de l'étude synthétique.....	8
Première partie :	
Le portrait de la vulnérabilité dans les zones en crise au Cameroun.....	12
Chapitre 1 : Les sentiers erratiques de la vulnérabilité	12
1. La taxinomie des victimes	12
2. Les modes d'expression de la vulnérabilité et la perception de la vulnérabilité par régions.....	13
3. Les contrecoups sociaux de la vulnérabilité	16
Conclusion du chapitre 1.....	18
Chapitre 2 : Les logiques explicatives des trajectoires intermittentes de la vulnérabilité en contexte de crise.....	19
1. Le contexte explosif à l'Extrême-nord et la situation implosive au NOSO.....	19
2. Les attaques sporadiques à l'Extrême-nord et la régularité des attaques dans le NOSO.....	21
3. Les niveaux relatifs de sécurité et de sécurisation dans les trois régions	23
Conclusion du chapitre 2	24
Deuxième partie :	
Perspectives stratégiques et recommandations.....	25
Chapitre 3 : Regards sur l'avenir et le devenir de la vulnérabilité	25

1. Endiguer la fragilité des enfants et des personnes âgées à l'Extrême-nord et au NOSO	25
2. Vaincre la vulnérabilité de la fille et de la femme	29
3. Contenir la vulnérabilité des autres catégories de personnes vulnérables	30
Conclusion du chapitre 3.....	32
Chapitre 4 : Recommandations	33
1. Aux autorités administratives, traditionnelles et religieuses	33
2. Aux forces de défense et de sécurité	35
3. À la société civile et au secteur privé : structurer le plaidoyer en faveur des populations vulnérables	38
Conclusion du chapitre 4.....	40
Conclusion générale	41
Bibliographie	44

© By Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Kamerun), 2021.

Tel. 0023722212996/0023722215292

B.P. : 11939 Yaoundé / Fax : 00237 22215274

Courriel : info@fes-kamerun.org

Website: <http://www.fes-kamerun.org>



ISBN : 978-9956-532-22-3



Réalisation éditoriale : P.U.A.
Site web : www.aes-pua.com
Courriel : contact@aes-pua.com